

ment des gilets jaunes soient autrement plus dangereuses pour son avenir que les contradictions idéologiques qui s'y affronteraient. Parce que ceux qui ont le plus intérêt à ce qu'il se dote de « représentants », ce sont les patrons et l'Etat (et/ou les récupérateurs de tous bords).

Bien entendu, vont se dégager petit à petit des « délégués porte-parole » ; ils seront une dizaine au début puis se dégageront deux ou trois têtes. Les délégués seront contestés, mais la sclérose finira par l'emporter. Pourtant, ce n'est pas parce qu'on sait que ça se passera certainement de cette manière qu'il faut abandonner cet axe primordial : conserver aussi longtemps qu'on peut la non-représentation, et, quand il y a représentation, la maintenir sous le contrôle d'un mandat précis et surtout sous celui de l'action sur le terrain.

Organisation communiste libertaire (OCL)

Notes

- (1) Et en Italie le mouvement des Fourches (voir n°286 de *Courant Alternatif*).
- (2) Notons que pendant toute cette période on a très peu entendu le patronat. Il préfère se faire discret et ne pas focaliser les colères contre lui, en laissant ses chiens de garde prendre les coups. De toutes les façons les quelques miettes lâchées ne viendront pas de ses poches.
- (3) Notons quand même que les taxes touchent tout le monde, y compris les plus pauvres, et que s'y attaquer n'a pas exactement le même sens que de s'attaquer à l'impôt comme l'a fait le mouvement Poujade dans les années 50. Sur le poujadisme voir sur le site de l'OCL le texte de Claude Lefort paru en 1956 dans la revue *Socialisme ou Barbarie*. Poujadisme et populisme sont devenu des injures que l'on crache au visage du populo qui « pense mal », sans que le contenu soit le plus souvent analysé.
- (4) Il faut se méfier de la fixation sur le personnage Macron. S'il a eu dès un an avant son élection le soutien du patronat et des milieux d'affaires c'est parce que, contrairement à ses prédécesseurs, il promettait de faire ce qu'il avait à faire au pas de charge et non avec prudence. C'est cela qu'il n'a pas pu mener à bien, et en ce sens le mouvement des Gilets jaunes est plus un revers pour le patronat que pour son homme de paille dont on se fout.

Du nouveau dans la brume RÉFLEXIONS SUR LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES

Après quatre actes plutôt réjouissants, et qui n'ont mis qu'un seul mot à la bouche du pouvoir et des oppositions parlementaires : « Les casseurs, les casseurs, encore les casseurs... », essayons de voir où nous en sommes pour préparer dans les meilleures conditions possibles une nouvelle année que l'on voudrait joyeuse, malgré la répression qui s'est installée.

Au début, tout le monde a été un peu paumé. Nous étions habitués à pouvoir déterminer assez facilement dans quelle mesure il était possible et souhaitable de nous mêler (même de manière critique) à des mouvements revendicatifs ou idéologiques, ou au contraire si nous ne pouvions pas en être. La ligne de démarcation entre « le bien et le mal », entre l'acceptable et l'inacceptable était assez claire. Il était évident que nous ne participions ni à La Manif pour tous, ni antérieurement aux manifestations contre l'avortement ou pour l'école libre, et pas davantage bien sûr aux rassemblements anti-immigration ou pour la reprise du travail après une grève. En revanche, les manifs syndicales, antifascistes, écologistes, de soutien aux migrants ou contre les violences policières retenaient notre attention pour y participer avec nos propres armes critiques.

Une mobilisation d'un nouveau genre

Or, depuis quelque temps, les repères traditionnels forgés dans l'histoire du mouvement ouvrier avec une ligne de fracture nette entre « le bon et le mauvais » ne sont plus aussi visibles immédiatement. Avant les gilets jaunes, il y a eu les bonnets rouges et nuit debout (1), qui, chacun avec ses grandes différences, indiquaient quand même que nous n'étions plus dans les configurations traditionnelles des mobilisations.

Drapeaux tricolores seuls ou avec croix et cœur vendéen, migrants découverts dans un camion et livrés à la police, propos sexistes et homophobes, fraternisation avec la police, le tout accompagné de Marseillaise tonitruantes, quelques têtes de fachos reconnus dans la manif parisienne ou de militants du Rassemblement national ailleurs ont été autant de scènes nauséabondes qu'on a pu voir sur les chaînes en continu, ou que certains ont pu vivre sur place. Mais il y a eu aussi l'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire, qui affirme que « la solution est en nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes couleurs »,

croise sans cesse des gens que l'on connaît c'est une façon de sortir du bois, d'affirmer ce qu'on avait tendance à cacher, presque un acte de courage.

Le rôle des réseaux sociaux et des médias, mais pas seulement

Outre les « réseaux sociaux » qui se substituent à la structuration politique traditionnelle pour organiser des mouvements l'historien Noirielle y ajoute les chaînes en continu, qui ont amplifié celui des gilets jaunes en lui donnant une dimension nationale. Signalons quand même qu'en 1968, le media radio (transistor, surtout RTL et Europe 1) a joué le même rôle pendant toute la période des manifestations et des barricades.

Pourtant, il ne faut pas surestimer le rôle des réseaux sociaux et des médias, ou du moins ne pas leur attribuer l'unique paternité de la mobilisation actuelle. Il y a aussi, ce qui est plus intéressant, les groupes que l'on peut qualifier de proximité – voisins, amis, copains de boulot, familles qui se sont rendus ensemble sur les blocages. Et, surtout, il y a les mille et une associations, culturelles, sportives, humanitaires et autres qui demeurent en fait le tissu de la sociabilité en France. Les médias d'information occultent bien sûr ces associations qui n'ont besoin d'eux que pour annoncer une activité dans le journal local. Ce sont pourtant elles, formelles ou informelles, qui relient réellement les gens et qui servent de plus en plus à la mobilisation.

La question de la représentation

Ce mouvement n'a pas été, au début du moins, dans une logique de représentation. C'est là un des éléments qui ont fait son succès, et qui a été insupportable pour les politiques, et les commentateurs-spécialistes dont les dents rayent les parquets des plateaux. Il n'est que de voir les tout bons conseils qui jaillissent un peu partout, de la part des ennemis comme des pseudos-amis : organisez-vous, désignez des représentants, que le pouvoir puisse négocier, etc. Or ce qui fait l'intérêt et le succès de ce mouvement c'est justement qu'il ne pouvait pas négocier.

L'abandon de cette logique de non-représentation pourrait bien sonner son glas. Il se pourrait en effet que les structures représentatives dont se doterait le mouve-

Tous ces braves gens ont cru trouver une parade : s'attaquer à eux ne serait qu'une forme de poujadisme, et, super injure à la mode, de la graine de populisme contre la démocratie (3). Mais ça n'a pas marché, le mouvement des Gilets Jaunes s'est produit précisément parce que ce genre de menaces pleine de mépris pour « ceux qui ne comprennent rien » ne fonctionnent plus chez « ceux d'en bas ».

Une colère contre le mépris de classe

C'est un supposé « désespoir » des gilets jaunes qui a permis à bien des analystes de plateau de faire semblant de compatir en analysant le mouvement. Pourtant, à coup sûr, ce qu'on a vu le plus dans les blocages ce n'est pas du désespoir mais de la colère, et cette colère, comment ne pas la partager ? Une colère qui n'était très largement pas dirigée contre plus pauvres qu'eux ou contre les immigrés et les « assistés », mais contre l'Etat-Macron (4), les riches, la vie chère, le mépris de classe. De plus, la colère est certainement plus porteuse d'espoir que... le désespoir. Et c'est certainement dans cet espace-là aussi que l'on peut essayer d'avancer des pions.

On a aussi beaucoup évoqué une jacquerie, histoire de montrer qu'il ne s'agissait que d'une révolte qu'il faut certes « écouter » mais qui ne peut mener à rien. Mais les jacqueries venaient du bas le plus extrême de la société qui n'avait plus rien à perdre et était prêt à mourir. Ce n'est pas le cas des gilets jaunes, qui justement ont des choses à perdre et ne veulent pas les perdre et surtout pas leur vie. Ce ne sont pas des « gueux ». Les migrants, les SDF, le quart-monde n'ont pas à ce jour rejoint le mouvement, et c'est d'ailleurs un enjeu sur lequel il faut peser dans l'avenir : qu'ils s'y reconnaissent et y soient acceptées à part entière.

Il y a fort à parier que nombre de ces gilets jaunes ont peu participé aux mobilisations de ces dernières années, et il n'est pas absurde de supposer que pas mal d'entre eux râlaient contre les barrages, lors des manifestations contre la loi travail. Pourtant, la dynamique enclenchée a, comme en 1995 ou contre le CPE, comme pendant les grèves cheminotes, permis qu'une solidarité se manifeste même sans participation aux barrages. Le simple fait de mettre un tissu jaune à l'avant de sa voiture n'indique pas, sauf dans les grandes villes où l'anonymat est de mise et où ça ne mange pas de pain, qu'il s'agisse d'une lutte par procuration. En effet dans des territoires où l'on

les revendications sociales à La Réunion, la haie d'honneur des gilets jaunes à la manif contre les violences faites aux femmes à Montpellier, et surtout les barrages sur lesquels nous nous sommes trouvés dans une ambiance de contestation sociale. Bref, c'est l'existence de ces aspects contradictoires qui font qu'il se pourrait bien que l'on ait affaire à un vrai mouvement.

Chacun peut, dans une période où les repères habituels s'estompent, construire des certitudes sur des images partielles, vécues ou non, en fonction de sa sensibilité du moment, et donner plus d'importance à un aspect ou à un autre, d'autant que nous subissons malgré nous une guerre des images et des commentaires. Il faut pourtant se méfier de ce mouvement pendulaire qui dit oui qui dit non en fonction de telle ou telle anecdote, de telle ou telle déclaration ou d'une expérience malheureuse ou heureuse. Une bonne dose d'esprit critique est toujours bienvenue.

Il faut méconnaître l'histoire des mouvements de contestation sociale pour ignorer qu'ils ont toujours abrité en leur sein des éléments pour le moins ambiguës voire fascisants et en tous les cas peu conformes à « notre morale révolutionnaire » ! Mais ils n'apparaissent pas clairement dans le contexte d'hégémonie de la pensée « de gauche » d'alors qui n'est plus de mise maintenant.

Le déclin de l'« hégémonie culturelle » de gauche

Il n'existe pas de mouvement chimiquement pur. Rien n'est jamais acquis définitivement : le racisme, le sexisme, l'homophobie peuvent montrer le bout du nez même dans les structures les plus décidées et préparées à les combattre, alors pourquoi ce genre d'expressions seraient-elles absentes dans un mouvement de centaines de milliers de gens qui, pour une bonne part, n'ont jamais milité ? Pourquoi les pulsions interclassistes et poujadistes n'existeraient-elles pas dans une période où le citoyenisme l'emporte sur la lutte des classes, où le capital est à l'offensive, où les repères se floutent ? Ça serait un miracle et nous ne croyons pas aux miracles !

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis pendant quelques dizaines d'années, une hégémonie culturelle de gauche imprégnait les luttes revendicatives sur la base de l'antifascisme et de valeurs théoriques d'égalité et de justice sociale qui constituaient un socle difficile à remettre en question ouvertement. Elles étaient plus ou

moins vécues inconsciemment par la gauche (dont les libertaires) comme immortelles, alors que dans la réalité elles ont décliné insidieusement dans la société tout entière depuis le milieu des années 1980, avec Mitterrand au pouvoir. On est passé d'une période où il suffisait de traiter quelqu'un au comportement douteux de « fasciste » pour qu'il se fasse petit et disparaisse la queue entre les jambes, à des situations où le mot est à peine considéré comme une insulte ! On avait oublié que la « victoire » de 1945 s'était construite autant sur un imaginaire anti-allemand (nationaliste) qu'antifasciste, et que le compromis d'après-guerre entre syndicats et patronat autour des « acquis sociaux » avait joué un rôle d'endormissement en faisant croire que les valeurs « de gauche » étaient acquises pour toujours.

Le surgissement spontané d'une révolte sociale, sans structure représentative apparente et sans repère historique bien déterminée, offre un champ de possibles multiples à des imaginaires idéologiques qui sont plus ou moins ouverts au départ, mais qui prendront des orientations dépendant du niveau de la lutte des classes et de l'hégémonie culturelle qui l'emportera. Un mouvement est toujours en évolution, ses participants ne sont pas les mêmes au début et à la fin, sinon ce n'est pas un mouvement. Il serait complètement idiot de penser qu'une transformation de la société puisse se faire sur la seule base de participants politiquement corrects. Il ne resterait plus alors qu'à se regrouper pour vivre entre soi un « anarchisme mode de vie » plus ou moins communautaire.

La question est alors comment faire pour que ces pulsions réactionnaires ne deviennent pas hégémoniques et comment reconquérir un peu de terrain contre elles ? Qu'est-ce qui peut accentuer dans ce mouvement l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat ? Ou bien, à l'inverse, qu'est-ce qui peut obscurcir cette distinction ? Qu'est-ce qui peut faire que ce soit l'exploiteur, le patron, qui soit dénoncé et pas le gabelou ? Comment faire pour que le rapport entre l'Etat et la bourgeoisie soit mis en évidence ? Etc.

A l'instar de ceux mis en place par les syndicats lors des luttes contre la loi travail, les blocages des gilets jaunes n'ont pas été des structures opérationnelles gênant l'économie (malgré ce que prétendent les grandes surfaces et le gouvernement). En revanche là où a résidé leur succès c'est qu'ils ont été des lieux de vie, de rencontre,

de discussion, et les véritables cellules de base de ce mouvement. Et c'est dans cet « être ensemble » qu'il faut être présent, pour peser vers un élargissement à d'autres colères liées à l'exploitation. Mais pour être présent dans un mouvement, il faut en partager les fondements sous peine de n'être que des donneurs de leçons avant-gardistes. Il faut avoir un intérêt réel à son succès, et non pas « le rejoindre » par pur souci tactique ou stratégique.

Une lutte contre la vie chère

Il a beaucoup été reproché aux gilets jaunes de ne pas avoir d'objectifs très précis. Évidemment, si on raisonne comme dans les mouvements traditionnels – une lutte et un objectif central bien identifié –, le constat est exact... justement parce que ce n'est pas un mouvement traditionnel. Ajoutons que les luttes bien balisées avec un objectif bien identifié n'ont pas fait preuve, ces dernières années, d'une efficacité qui incite à se maintenir coûte que coûte dans ce schéma !

Certes, la hausse du prix de l'essence et de la taxe carbone a été le déclencheur. Mais nous avons suffisamment dit et démontré, lors de mouvements passés, que les déclencheurs officiels ne sont souvent que des prétextes à une exaspération plus profonde. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? Taxes ou pas taxes, la réalité c'est la vie chère, et les luttes contre la vie chère sont toujours, de par le monde, des mouvements de classe en ce qu'ils tentent de vendre le moins mal possible la force de travail. Le substrat de cette révolte s'est construit au fil des années par la montée d'une certaine « haine de classe », ou du moins de la certitude que « nous ne sommes pas du même monde ». Sont désignés ainsi grands patrons (2), politiciens et parlementaires, journalistes et commentateurs qui défilent sur les plateaux télé pour nous expliquer le monde comme il va mal et de la faute de qui ce n'est pas.

L'inexorable montée des abstentions a été le signal de cette coupure. Si l'élection par défaut de Macron au second tour de la présidentielle contre Le Pen a été souvent soulignée, on a plus rarement entendu les « observateurs » rappeler le chiffre des abstentions du premier tour qui demeure la réelle source d'angoisse pour la classe dirigeante. Et ce n'est pas l'éventuelle reconnaissance du vote blanc qui y changera quelque chose.